

Mai 2015 - Synthèse des résultats de l'étude

PROSTCOST

Estimation du coût économique
et social de la prostitution
en France



PROSTCOST

**Estimation du coût économique
et social de la prostitution
en France** - Mai 2015 - Synthèse des résultats de l'étude



Projet réalisé avec le soutien
du programme ISEC.

*Le contenu de la synthèse est de la seule
responsabilité de ses auteur.e.s et n'engage
aucunement la Commission européenne.*

ProstCost, une estimation du coût économique et social de la prostitution en France.

En 2014, la Commission européenne proposait aux États membres de l'Union européenne d'accroître leur « richesse nationale » en incluant le chiffre d'affaires de la prostitution dans le calcul de leurs PIB. En France, l'INSEE a refusé de se plier à la demande européenne en expliquant, à juste titre, que la prostitution s'apparentait moins à une « prestation de services librement consentie » qu'à une exploitation des personnes les plus précaires.

ProstCost, étude inédite menée par Le Mouvement du Nid - France et Psytel, prend à revers ce mythe d'une prostitution créatrice de croissance et propose **une estimation du double fardeau économique et social que le système prostitutionnel fait peser sur ses victimes et sur la société toute entière.**

Au terme de 18 mois de recherches, nos deux structures sont heureuses de présenter leurs résultats dans cette synthèse. Notre calcul du coût économique et social de la prostitution en France repose sur deux estimations :

• L'estimation du nombre de personnes prostituées en France

Les études et rapports parlementaires récents ont tous souligné la difficulté d'estimer le nombre de personnes prostituées en France. Nos travaux de recherche permettent cependant d'avancer une estimation étayée de **37 000 personnes prostituées** avec une estimation basse de 30 000 et une estimation haute de 44 000 personnes prostituées.

• L'identification de 29 « postes de coûts » et leur estimation, pour un montant total estimé à 1,6 milliard d'euros

Pour calculer le coût économique et social de la prostitution en France, nous avons identifié 29 « postes de coûts » répartis dans les 6 catégories suivantes :

1- Coûts directs médicaux (coûts des hospitalisations, de la surconsommation médicamenteuse, etc.) :

2- Coûts directs non médicaux (police, gendarmerie, justice)

3- Coûts des conséquences sociales directes (hébergement, accompagnement social, prévention, etc.)

4- Coûts des conséquences sociales indirectes (homicides, suicides, placement des enfants, etc.)

5- Coûts humains pour les personnes prostituées (violences physiques, violences psychologiques, violences sexuelles, etc.)

6- Coûts liés à l'évasion fiscale de l'argent de la prostitution

Toutes les données mobilisées et nos fiches de calcul pour chaque poste sont accessibles sur le site : www.prostcost.org

La prostitution coûte

1,6 milliard d'€

par an à la société française



86m^{ns} d'€

Coûts directs médicaux

(coût de santé)

35m^{ns} d'€

Coûts directs non médicaux



58m^{ns} d'€

Coûts des conséquences sociales directes



306m^{ns} d'€

Coûts des conséquences sociales indirectes



853m^{ns} d'€

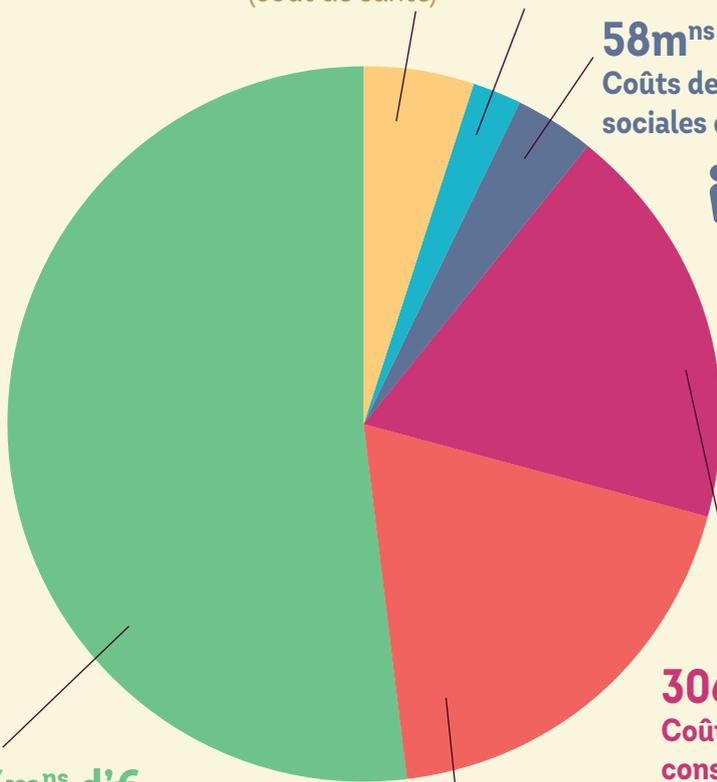
Coûts de la circulation monétaire de l'argent de la prostitution

(évasion fiscale)



311m^{ns} d'€

Coûts humains pour les personnes prostituées (PP)



Enseignements

PRENDRE LA MESURE DU COÛT SUPPORTÉ PAR LES VICTIMES ET ACCROÎTRE LE SOUTIEN PUBLIC

Notre étude révèle l'immense coût humain (en plus du coût des conséquences sociales et médicales directes et indirectes) supporté par les victimes du système prostitutionnel. Les personnes prostituées sont à minima **6 fois plus exposées au viol** que la population générale et **7 fois plus exposées au risque de suicide**. Le coût humain porté par les personnes prostituées est estimé **entre 252 et 370 millions d'euros** par an. En comparaison, le total des **dépenses sociales** dont bénéficient les personnes prostituées est estimé entre 50 et 65 millions d'euros par an (incluant hébergement, allocations et actions de prévention et d'accompagnement) et le total des fonds publics attribués aux associations spécifiquement pour la prévention et l'accompagnement des personnes prostituées ne s'élève qu'à **2,4 millions d'euros, soit 65 euros par an et par personne prostituée**.

INTÉGRER UNE APPROCHE ÉCONOMIQUE DANS LA LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME

Il est utile d'intégrer une approche économique complémentaire dans la lutte contre le proxénétisme et le système prostitutionnel, car cette forme de violence et d'exploitation a pour spécificité **d'être motivée par le profit**. Nous estimons à 3,2 milliards d'euros le chiffre d'affaires de la prostitution en France alors que le budget de l'ensemble des forces de police et de gendarmerie concourant annuellement au démantèlement des réseaux et à la condamnation des proxénètes est de l'ordre de 12 millions d'euros.

S'ATTAQUER À LA « DEMANDE » QUI EST À L'ORIGINE DE L'EXPLOITATION ET DU COÛT SOCIAL

Les « clients » de la prostitution sont les commanditaires et les premiers bénéficiaires de la prostitution. C'est pour répondre à leur demande et capter leur argent que les proxénètes nationaux et internationaux organisent la traite des êtres humains à des fins de prostitution. Cette exploitation des personnes prostituées entraîne de fréquentes et graves violences qui engendrent un coût social important.

Si les « clients » de la prostitution dépensaient leur argent dans n'importe quelle autre activité, **la société française économiserait chaque année plusieurs centaines de millions d'euros** de dépenses liées aux conséquences de la prostitution **et augmenterait parallèlement ses recettes fiscales d'au moins 853 millions d'euros**.

INVESTIR AUJOURD'HUI PLUTÔT QUE SUBIR SANS FIN

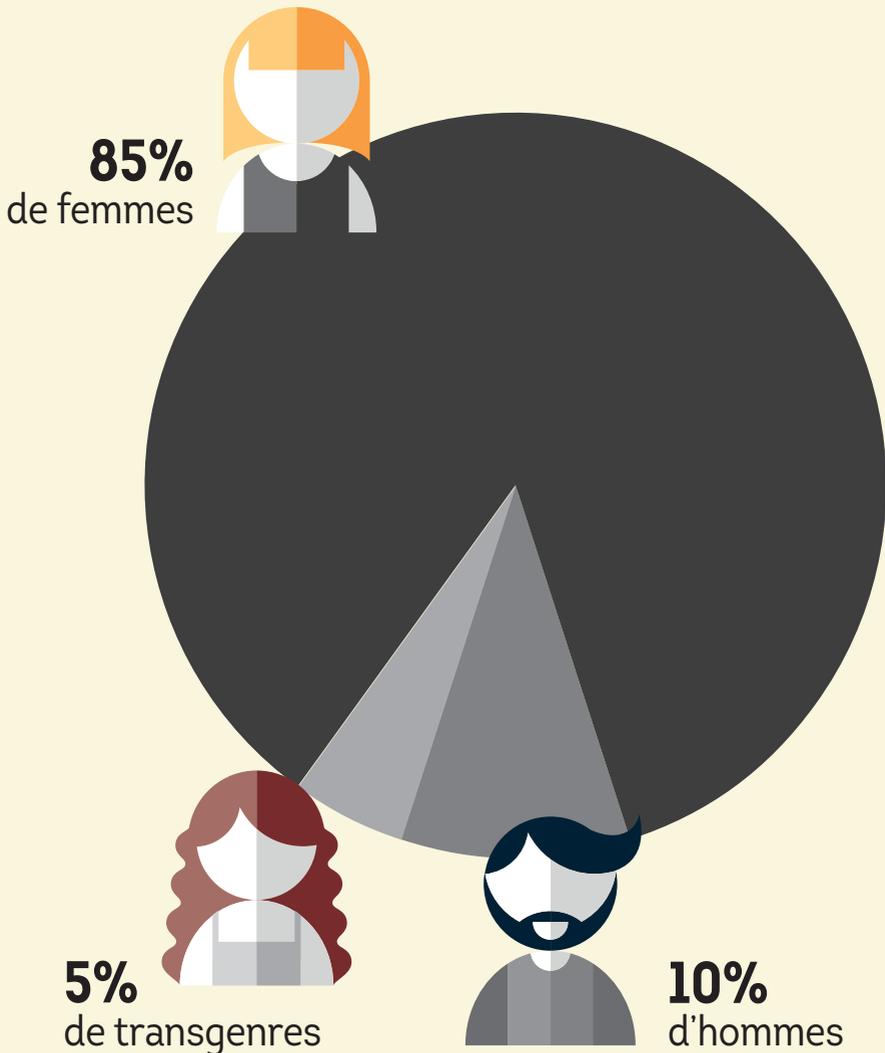
Le système prostitutionnel fait porter un double fardeau aux victimes et à la société, que l'on a pu estimer à 1,6 milliard d'euros par an dans cette étude. Il est donc économiquement rationnel, en plus d'être éthiquement nécessaire, **d'investir aujourd'hui dans la prévention, le développement d'une politique de sortie de la prostitution, la répression du proxénétisme et le découragement de la demande**, plutôt que de subir éternellement ce coût économique et social.

Estimation du nombre de personnes prostituées en France

37 000 personnes

9 250 sont en contact avec des associations*

* Estimation du Mouvement du Nid.

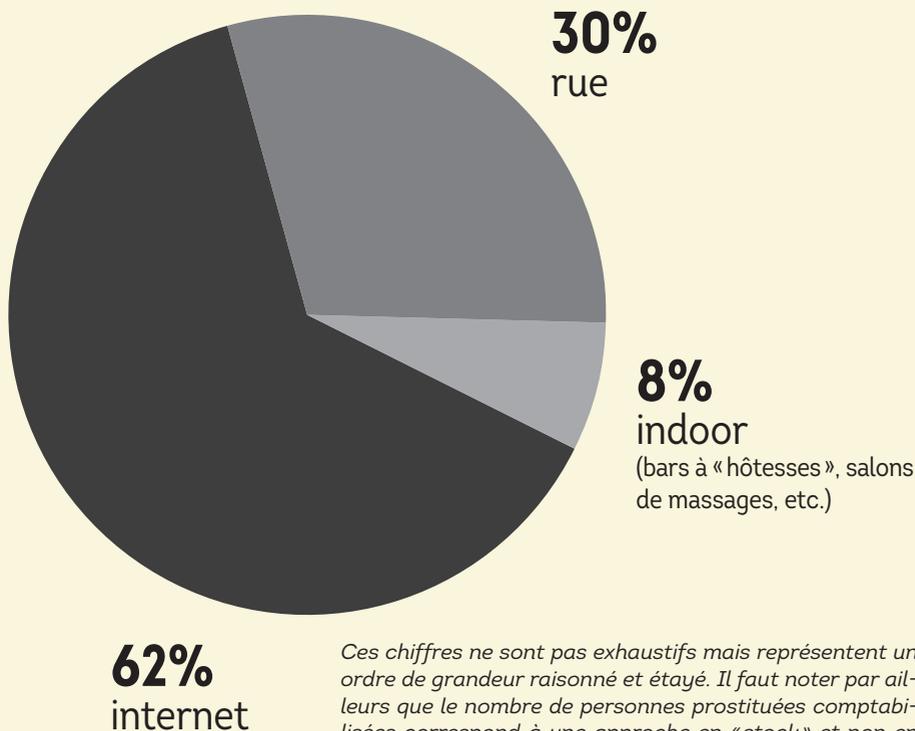


Les études et rapports parlementaires récents ont tous souligné la difficulté d'estimer le nombre de personnes prostituées en France. Nos travaux de recherche permettent cependant d'avancer une estimation moyenne étayée de **37 000 personnes prostituées** avec une estimation basse de 30 000 et une estimation haute de 44 000 personnes prostituées¹.

Cette fourchette et cette moyenne ont été obtenues en :

- croisant quatre types de sources de données : 1) les chiffres des services de police, 2) les chiffres des associations d'aide aux personnes prostituées, 3) les enquêtes ponctuelles de journalistes ou de sociologues, 4) les avis d'expert(e)s
- réalisant nos propres calculs à partir des zones urbaines de plus de 100 000 habitants pour la prostitution de rue et du traitement des annonces publiées sur Internet

Estimation finale² :



Ces chiffres ne sont pas exhaustifs mais représentent un ordre de grandeur raisonné et étayé. Il faut noter par ailleurs que le nombre de personnes prostituées comptabilisées correspond à une approche en « stock » et non en « flux ». Cela signifie que nous comptons 37 000 personnes prostituées « équivalent temps plein » et donc plus de personnes prostituées qui ont été présentes à un moment ou un autre sur le territoire sur des périodes courtes.

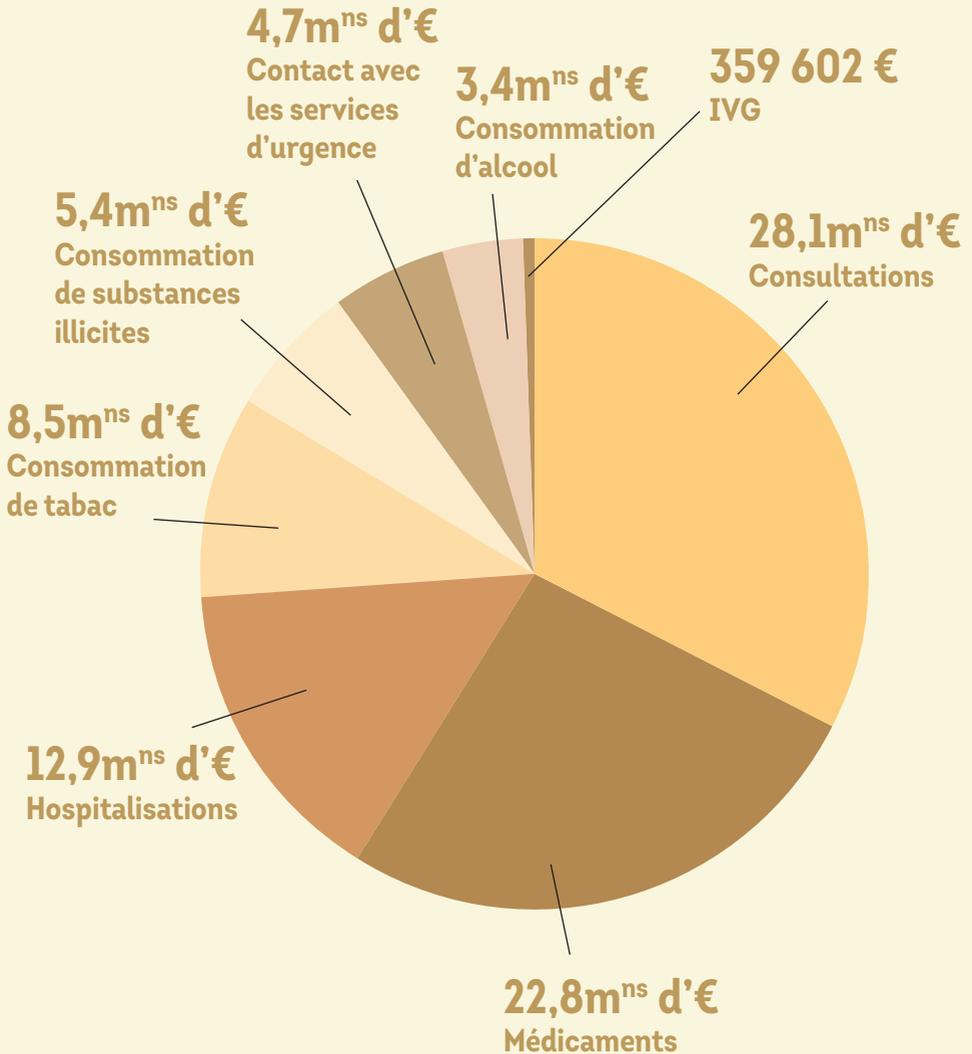
1- Voir le détail de nos calculs dans le document PC114

2- Voir tous les détails sur le site www.prostcost.org



Coûts directs médicaux (coûts de santé)

86 millions d'€



Nous estimons les coûts directs médicaux annuels spécifiquement liés à l'activité prostitutionnelle entre **70 et 102 millions d'euros par an**³.

Dans une tribune publiée le 28 mars 2015 dans le Journal du Dimanche, un collectif de médecins français, incluant Xavier Emmanuelli, co-fondateur du SAMU social, Axel Kahn, généticien, Israël Nisand, gynécologue, Christophe André, psychiatre, ou encore Muriel Salmona, psychiatre et présidente de Mémoire Traumatique et Victimologie et Emmanuelle Piet, médecin, présidente du Collectif Féministe Contre le Viol, qualifiait la prostitution d'obstacle à la santé globale : « *Univers de violences, qu'elles soient le fait de réseaux de proxénètes ou des clients, et de contraintes, qu'elles soient financières, psychiques ou physiques, la prostitution est incompatible avec la définition de la santé sexuelle donnée par l'OMS* ».

En mars 2013, l'étude ProSanté sur « *l'état de santé, l'accès aux soins et l'accès aux droits des personnes en situation de prostitution rencontrées dans des structures sociales et médicales* » menée par la FNARS et l'Institut de Veille Sanitaire (InVS) montrait que les personnes prostituées étaient particulièrement exposées aux violences physiques et psychologiques et que cela impactait lourdement leur santé et leur bien-être, notamment psychique.

Cette étude indiquait notamment que les personnes en situation de prostitution :

- sont 3 fois plus nombreuses que dans la population générale, à âge égal, à déclarer être dans un état de santé moyen, mauvais ou très mauvais ;
- déclarent **7 fois plus de pensées suicidaires** que la population générale ;
- consomment **4,5 fois plus de médicaments** tels que les antidépresseurs et les anxiolytiques que la population générale.

Nous avons donc tenté d'estimer le coût économique et social de cette surexposition aux violences en termes de santé en analysant les coûts des hospitalisations, des recours aux urgences, des recours aux interruptions volontaires de grossesse, des consultations médicales, de la surconsommation de médicaments, d'alcool, de tabac, de drogue, spécifiquement liés à la prostitution.

3- Voir le détail des calculs dans les fiches 110 à 160



Près d'un tiers des
personnes prostituées

**ONT PENSÉ AU MOINS
1 FOIS AU SUICIDE**

au cours des 12 derniers mois

LE TAUX DE SUICIDE

des personnes prostituées

est

12 x PLUS
élevé

que celui de la population
générale



Les personnes prostituées
sont

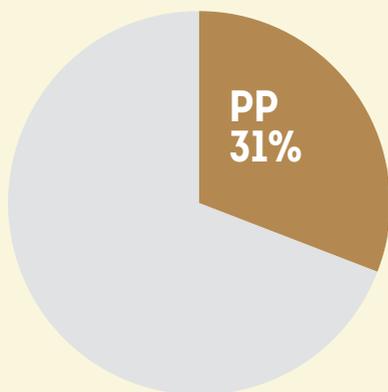
4,5 x PLUS nombreuses

à consommer des

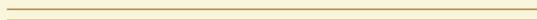
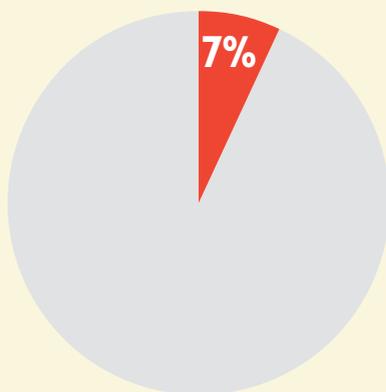
SOMNIFÈRES

que la population générale

(respectivement **31 %** et **7 %**)



VS



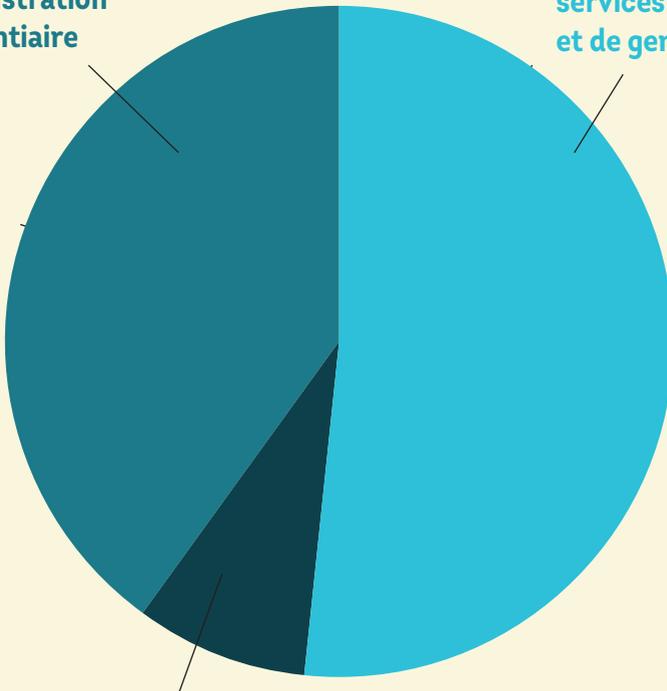


Coûts directs non médicaux

35 millions d'€

14m^{ns} d'€
Administration
pénitentiaire

18m^{ns} d'€
Activités des
services de police
et de gendarmerie



3m^{ns} d'€
Activités de
justice pénale

Nous estimons à **35 millions d'euros** par an les frais de police, de gendarmerie, de justice et d'administration pénitentiaire directement liés à la prostitution⁴. Il est important de noter que malgré un arsenal juridique de pointe en matière de lutte contre le proxénétisme et une grande efficacité des policiers et gendarmes dans le démantèlement des réseaux, les moyens financiers alloués à la police judiciaire et aux magistrats restent très faibles.

Le budget de l'ensemble des forces de police et de gendarmerie concourant annuellement au démantèlement des réseaux et à la condamnation des proxénètes n'est que de 12 millions d'euros. Nous estimons le budget de l'Office Central pour la Répression de la Traite des Êtres Humains (OCRTEH) à moins de 2 millions d'euros.

Ces chiffres sont à mettre en relation avec les 3,2 milliards d'euros du chiffre d'affaires annuel de la prostitution en France et avec les 1,4 milliards d'euros remis aux proxénètes et sortis illégalement du territoire par les réseaux internationaux et échappant ainsi aux prélèvements obligatoires.

ZOOM SUR LE NOMBRE D'ÉQUIVALENTS TEMPS PLEIN POLICE/ GENDARMERIE SPÉCIFIQUEMENT AFFECTÉS AU DÉMANTÈLEMENT DES PRINCIPAUX RÉSEAUX CHAQUE ANNÉE

NOMBRE D'AFFAIRES 2013 = 40

En 2013, selon la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ), 11 affaires auraient été traitées (OCRTEH + région, mais sans Paris).

En 2013, la Brigade de Répression du Proxénétisme (BRP) de Paris aurait traité 10 affaires.

En 2013, on peut estimer que la gendarmerie a traité 7 affaires.

En 2013, la DC PAF (frontières) a démantelé 12 filières de proxénétisme.

EFFECTIFS SPECIALISÉS POLICE 2013 = 87

OCRTEH : 21 ;

BRP Paris : 50 dont 35 opérationnels ;

BRP Lyon : 6 ;

BRP Lille : 4 ;

BRP Marseille : NSP mais probablement 4 ;

BRP Grenoble : NSP mais probablement 2 ;

Il n'y a pas d'autres BRP en France.

EFFECTIFS SPECIALISÉS GENDARMERIE 2013 = 21

On estime à 7 le nombre de « régions gendarmerie » qui sont investies sur des démantèlements de réseau. Une affaire par an avec trois équivalents temps plein par affaire. Soit 21 gendarmes.

4- Voir le détail des calculs dans les fiches 210 à 230



Entre

400 et **500**

CONDAMNATIONS
pour **PROXÉNÉTISME**

PAR AN (source casier judiciaire national)

Seulement

100



policiers et gendarmes
occupés chaque année au

DÉMANTÈLEMENT
DÈS PRINCIPAUX
RÉSEAUX

sur l'ensemble du territoire,
soit

= 6m^{ns} d'€

alors que le **CHIFFRE D'AFFAIRES**
DE LA PROSTITUTION s'élève à

3,2M^{ds} d'€

vs

et que la **PERTE POUR**
L'ÉTAT DU FAIT DE
L'ÉVASION FISCALE

est estimée à environ

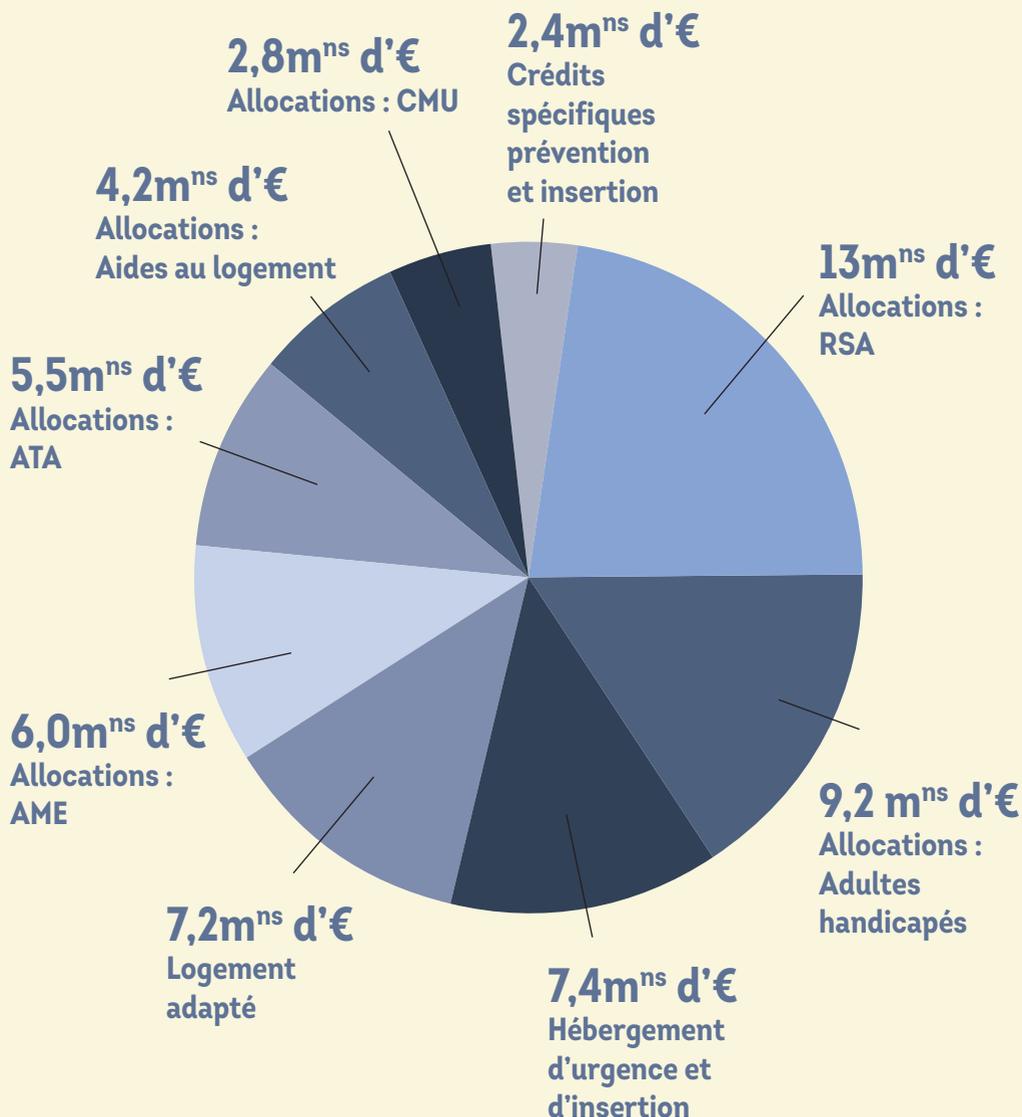
853m^{ns} d'€





Coûts des conséquences sociales directes

58 millions d'€



Nous estimons entre **50 et 65 millions d'euros** le coût annuel des conséquences sociales directes, incluant l'hébergement d'urgence et spécialisé, les allocations sociales et les actions de prévention et d'accompagnement⁵. Il faut souligner que le total des fonds publics attribués aux associations spécifiquement pour la prévention et l'accompagnement des personnes prostituées ne s'élève qu'à **2,4 millions d'euros**⁶ !

Lors de son audition à l'Assemblée nationale, le 5 novembre 2013, la Ministre des Droits des femmes Najat Vallaud-Belkacem avait reconnu que « *les crédits de l'État spécifiquement orientés vers l'insertion des personnes prostituées sont actuellement estimés à en moyenne 120 euros par an et par personne* »⁷ et avait annoncé la création d'un fonds dédié à l'accompagnement des personnes souhaitant sortir de la prostitution, qui serait abondé par l'Etat à hauteur de 10 à 20 millions d'euros par an. Ce fonds n'a pas vu le jour en raison du retard pris dans le processus parlementaire d'adoption de la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel. Rapportés aux 37 000 personnes prostituées estimées dans notre étude, ces 2,4 millions d'euros ne représentent plus que **65 euros par personne et par an** !

L'addition des budgets consolidés de l'ensemble des associations spécialisées en matière de prostitution donnerait un résultat sensiblement plus élevé que 2,4 millions d'euros mais elle inclut des financements non publics et des financements publics non attribués spécifiquement à la prévention de la prostitution et à l'accompagnement de ses victimes (fonds liés aux places de Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale, fonds des Agences Régionales de Santé déjà comptabilisés dans le poste de coût « santé », etc.).

Notons enfin que le total des fonds publics attribués à l'action sociale globale liée à la prostitution (hébergement, allocations, prévention et accompagnement spécialisés) demeure 5 fois moins élevé que notre estimation des coûts humains supportés par les personnes prostituées elles-mêmes.

Globalement, les associations déplorent depuis plusieurs années leur manque de moyens pour répondre aux besoins des personnes accompagnées. Cette situation a notamment été soulignée dans les deux rapports d'information parlementaire publiés par l'Assemblée nationale en 2011 et par le Sénat en 2013.

5- Voir le détail des calculs dans les fiches 310 à 340

6- Action 35 du programme « Égalité entre les femmes et les hommes » de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »

7- 2,4 millions d'euros / 20 000 personnes prostituées = 120 euros par personne et par an

Seulement

2,4m^{ns} d'€

alloués spécifiquement par l'État

aux **ASSOCIATIONS
TRAVAILLANT À
LA PRÉVENTION
ET À L'INSERTION**

des personnes prostituées
(budget prostitution).



2,4m^{ns}

alloués aux
associations

vs

3,2M^{ds}

chiffre d'affaires
de la prostitution

LES CRÉDITS DE L'ÉTAT spécifiquement
alloués à la prévention de la prostitution
et à l'insertion ne représentent que

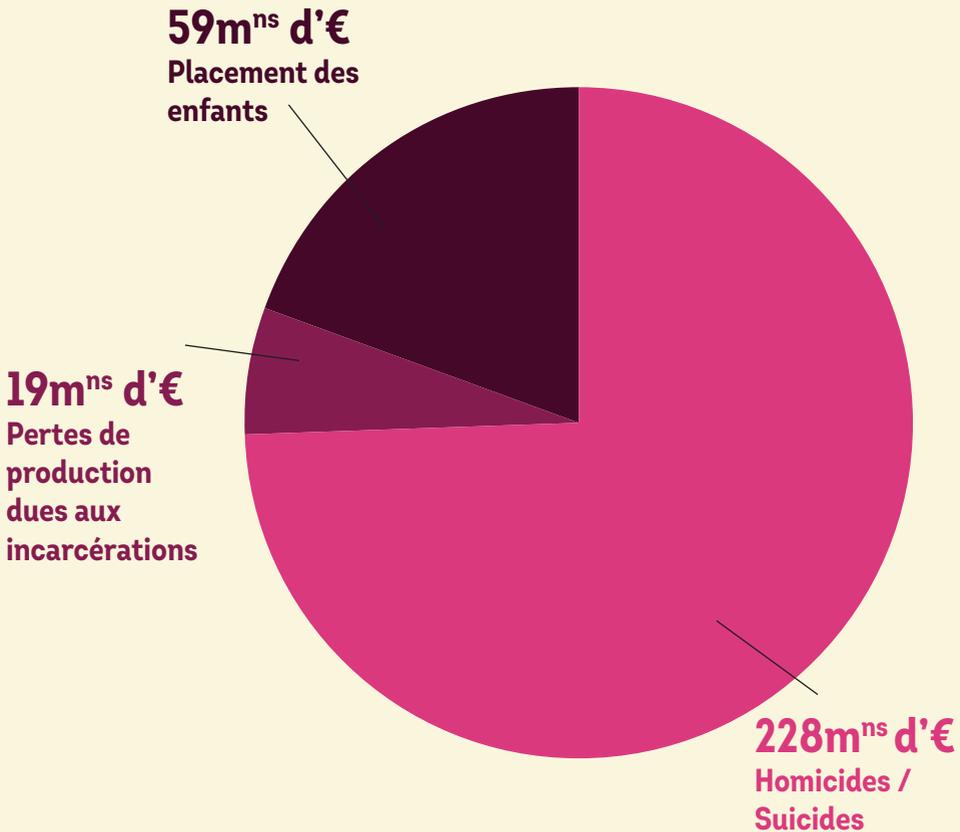
65 € /AN
**PAR PERSONNE
PROSTITUÉE !**





Coûts des conséquences
sociales indirectes :

306 millions d'€



Notre estimation du coût des conséquences sociales indirectes, pour un montant total compris **entre 256 et 356 millions d'euros**, rassemble trois « postes de coût » de nature différente⁸ :

• **Le coût des décès liés à l'activité prostitutionnelle : suicides et homicides**

La prostitution est un univers de violences physiques et psychologiques extrêmes. Néanmoins, il n'existe en France aucune statistique officielle sur le nombre de suicides et d'homicides de personnes prostituées.

Cependant, nous disposons d'un résultat important de l'étude ProSanté indiquant que les personnes prostituées sont 7 fois plus sujettes à des pensées suicidaires que la population générale. En utilisant les rapports entre taux de pensées suicidaires, taux de tentatives de suicide et taux observé de suicide, nous avons pu estimer que **les suicides sont 12 fois plus nombreux parmi les personnes prostituées qu'en population générale.**

En ce qui concerne les homicides de personnes prostituées, il n'existe pas non plus de statistiques officielles. Cependant, nos délégations départementales recensent plusieurs assassinats de personnes prostituées chaque année, souvent par un de leurs « clients ». Pour la seule année **2014** et à partir des seuls faits dont il avait pu prendre connaissance directement ou par la presse, le Mouvement du Nid a comptabilisé **7 meurtres** de personnes prostituées.

Le coût total des décès liés à l'activité prostitutionnelle est estimé entre **189 et 267 millions d'euros.**

• **Pertes de production dues aux incarcérations**

En 2012, la justice française a prononcé 434 condamnations pour proxénétisme et prononcé 6 470 mois de détention pour les auteurs de proxénétisme simple et aggravé. En disposant du nombre de mois de détention réellement accomplis en moyenne et du salaire moyen, on obtient le coût des pertes de production liées aux incarcérations en lien avec l'activité prostitutionnelle. Le coût total des pertes de production dues aux incarcérations pour proxénétisme est ainsi estimé à 18,8 millions d'euros.

• **Placement des enfants**

Il n'existe pas de statistiques sur le nombre d'enfants de personnes prostituées placées par l'Aide Sociale à l'Enfance. Nous nous sommes donc appuyés sur un questionnaire aux délégations du Mouvement du Nid et aux personnes accompagnées en permanence par l'association. Nous tirons de ces questionnaires une moyenne de 0,32 enfant placé par personne prostituée et un coût total moyen de 59,4 millions d'euros par an.

8- Voir le détail des calculs dans les fiches 410 à 430

IN MEMORIAM

31 décembre 2014, Epinal

Une femme prostituée de 45 ans, originaire du Brésil, est assassinée par un « **client** » de la prostitution âgé de 33 ans. La victime a été poignardée à 53 reprises par son « client » qui expliquera à la police qu'il n'était « pas satisfait par la prestation de la professionnelle ».

14 novembre 2014, Paris, Porte de Vincennes

Une jeune femme prostituée est tuée à l'arme blanche.

Le meurtrier est inconnu.

5 septembre 2014, Lunel

Une femme prostituée albanaise d'une trentaine d'années est retrouvée morte, nue, dans un canal près de Montpellier.

Le meurtrier est inconnu.

14 juin 2014, Clichy-La-Garenne

Luz Maria, une femme prostituée dominicaine de 32 ans est tuée de multiples coups de couteau au ventre et à la poitrine dans un hôtel. Le meurtrier présumé est un « **client régulier** » âgé de de 38 ans.

19 mai 2014, Châteauroux

Une femme prostituée âgée de 64 ans est tuée de nombreux coups portés à la tête avec un objet contondant. **Le meurtrier est inconnu.**

1^{er} avril 2014, Paris

Une femme prostituée chinoise d'une cinquantaine d'années est poignardée d'une dizaine de coups de couteau dans un appartement de la rue Bichat dans le 10^e arrondissement de Paris. Le meurtrier présumé est un « **client** » de la prostitution.

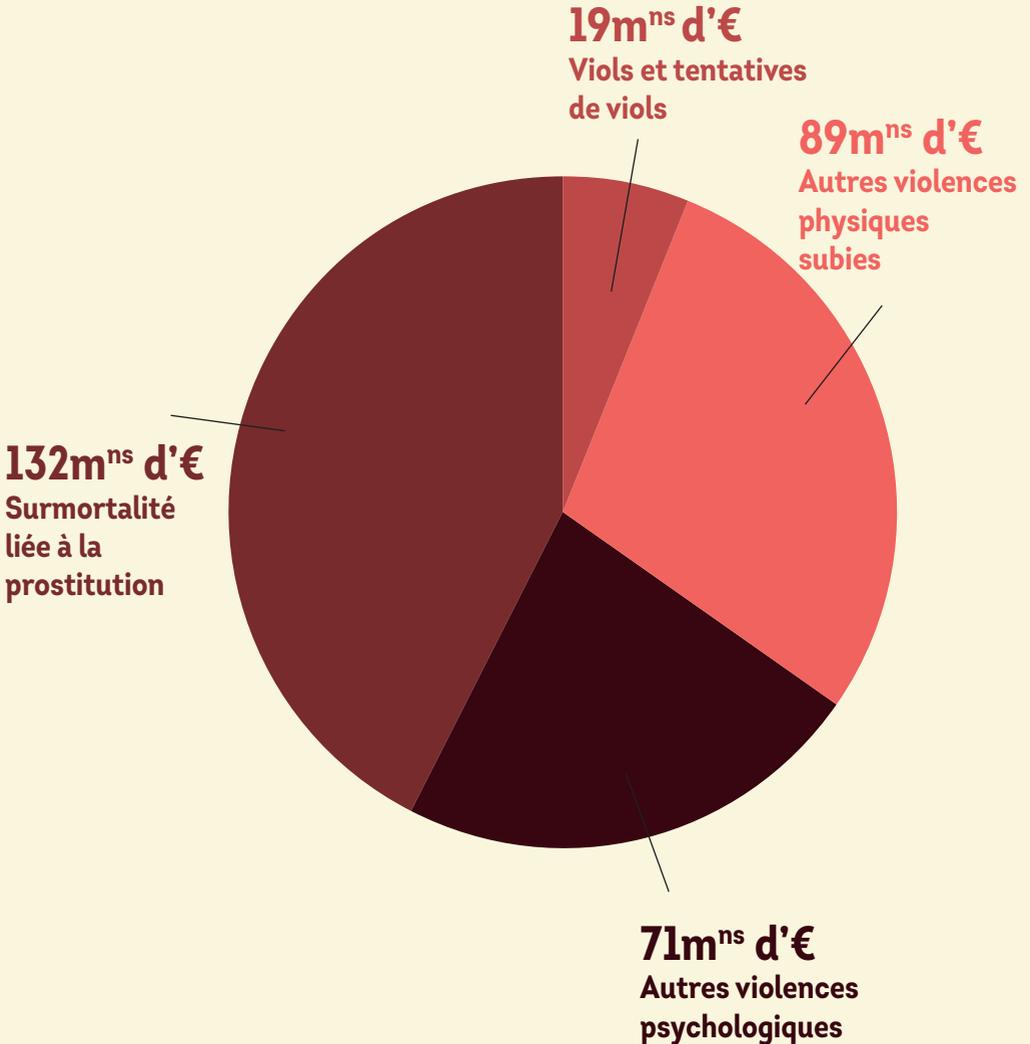
Début mars 2014, Haguenau

Une femme prostituée de 51 ans est tuée de plusieurs coups de couteau chez elle par « **un client régulier** ». Le meurtrier est confondu par son ADN pour le meurtre d'une autre femme prostituée trouvée morte à son domicile le 23 juillet 2013 à Strasbourg. Âgée de 59 ans, elle avait été étranglée.



Coûts humains pour les personnes prostituées

311 millions d'€



Notre étude met en lumière **l'immense coût humain** porté par les victimes du système prostitutionnel. Les personnes prostituées sont à minima **6 fois plus exposées au viol** que la population générale et **12 fois plus exposées au risque de suicide**. Le coût humain supporté par les personnes prostituées est estimé **entre 252 et 370 millions d'euros** par an⁹:

VIOLS, TENTATIVES DE VIOLS ET AUTRES VIOLENCES PHYSIQUES ET PSYCHOLOGIQUES

L'étude de l'InVS et la FNARS de 2013 sur « l'état de santé, l'accès aux soins et l'accès aux droits des personnes en situation de prostitution rencontrées dans des structures sociales et médicales » nous permet de savoir **qu'au moins 38 % de personnes prostituées ont été victimes de viols**¹⁰ au cours de la vie, contre 6,8 % pour les femmes en population générale. En attribuant au viol une « valeur préjudicielle sur un an » de 22 500 euros¹¹, nous estimons entre **16 et 23 millions d'euros par an** le préjudice annuel subi par les personnes prostituées en raison des viols.

L'étude ProSanté nous indique que 51 % des personnes prostituées interrogées ont subi une ou des violences physiques au cours des 12 derniers mois. En ce qui concerne les violences psychologiques, 64% des personnes interrogées déclarent en avoir subi dans les 12 derniers mois. L'étude précise par ailleurs que « si les résultats concernant les violences faites aux personnes prostituées apparaissent élevés, les structures estiment au regard des témoignages qu'elles recueillent que les personnes ont largement sous-déclaré les violences dont elles ont été victimes, quels que soient la nature ou les auteurs de ces violences ».

En appliquant les calculs de coût humain¹² à ces statistiques, nous estimons que le préjudice des violences physiques subies par les personnes prostituées s'élève **entre 72 et 106 millions d'euros** par an et que celui des violences psychologiques subies s'élève **entre 58 et 84 millions d'euros**.

SURMORTALITÉ LIÉE À LA PROSTITUTION

En l'absence d'étude française en la matière, nous avons travaillé à partir de l'étude "Mortality in a Long-term Open Cohort of Prostitute Women" de John J. Potterat, *American Journal of Epidemiology* (2004). En nous appuyant sur ces résultats et en les croisant avec les recherches de l'OCDE sur les années potentielles de vie perdue, nous avons pu estimer le coût des années potentielles de vie perdue en lien avec l'activité prostitutionnelle : entre 714 et 1 047 années de vie perdue pour un coût total annuel de **107 à 157 millions d'euros**.

9- Voir le détail des calculs dans les fiches 510 à 540

10- « Rapports sexuels forcés »

11- 15% du coût de la valeur statistique d'une année de vie - voir le détail dans la fiche 510

12- Tels qu'élaborés dans le rapport Quinet

6 x plus de **VIOLS**
chez les **PERSONNES**
PROSTITUÉES
que dans la **POPULATION**
GÉNÉRALE

A bar chart with two bars. The first bar is dark red and is significantly shorter than the second bar, which is a lighter red. The text '6 x' is placed to the left of the bars, indicating a sixfold increase.

51% des personnes prostituées
interrogées ont subi
UNE ou DES
VIOLENCES
PHYSIQUES
au cours des 12 derniers mois

A pie chart divided into two equal halves. The right half is red, representing 51%, and the left half is light grey, representing 49%.

64% des personnes prostituées
interrogées ont subi
UNE ou DES
VIOLENCES
PSYCHOLOGIQUES
au cours des 12 derniers mois

A pie chart divided into two parts. The larger part is red, representing 64%, and the smaller part is light grey, representing 36%.



Coûts liés à l'évasion fiscale
de l'argent de la prostitution

853 millions d'€

212m^{ns} d'€
Évasion fiscale :
impôts directs



641m^{ns} d'€
Évasion fiscale :
prélèvements
obligatoires

Notre étude permet d'estimer la part de l'argent généré par le système prostitutionnel en France qui échappe aux différents impôts (directs et indirects) et d'illustrer comment, en définitive, le fameux « chiffre d'affaires de la prostitution » augmente le coût économique social du système prostitutionnel. Chaque année, ce sont entre 519 et 762 millions d'euros qui manquent aux recettes fiscales et à la consommation nationale¹³. Pour calculer l'ordre de grandeur du chiffre d'affaires de la prostitution, nous avons fondé ce calcul sur nos estimations du nombre de personnes prostituées par type de prostitution (rue, indoor, internet) et des gains mensuels moyens dégagés par ces différents types d'activité prostitutionnelle. Ces hypothèses nous conduisent à un chiffre d'affaires annuel d'un peu plus de 3,2 milliards, soit un revenu moyen par personne prostituée d'environ 85 700 € pour 37 000 PP/ETP.

L'argent des clients de la prostitution (3,2M^{ds}€) est en bonne partie soustrait au circuit de l'économie classique : l'intégralité de ces montants n'est pas réintroduit dans le circuit de la consommation nationale, ni soumis à l'impôt sur le revenu.

Cet argent est pour partie « consommé » en France par les proxénètes et les personnes prostituées, mais aussi en partie envoyé à l'étranger par ces mêmes acteurs. Le rapport du commissaire divisionnaire Thierry Ourgaud¹⁵ et nos propres calculs permettent d'estimer que la partie exportée par les réseaux s'élève à minima à 45 % du chiffre d'affaires.

Il est important de souligner que si les clients de la prostitution dépensent leur argent dans n'importe quelle autre activité, **la société française économiserait chaque année plusieurs centaines de millions d'euros de dépenses liés aux conséquences de la prostitution et augmenterait parallèlement ses recettes fiscales d'au moins 853 millions d'euros.**

13- Voir le détail des calculs dans les fiches 610 et 620

14- Voir notre propre estimation dans le document PC114

15- L'argent de la criminalité organisée en France - rapport individuel d'expertise - Ministère de l'intérieur - 2014

16-Voir le document PC114



CLIENTS

3,2M^{ds} d'€



PP

1,4M^{ds} d'€

**212m^{ns} d'€
non déclarés**



PROXÉNÈTES



641m^{ns} d'€

ÉVASION FISCALE

Méthodologie et transparence

La réussite de ce projet d'estimation du coût économique et social de la prostitution en France repose notamment sur la complémentarité de nos deux structures. Le Mouvement du Nid est une association de soutien aux personnes prostituées présente dans plus de 30 départements et rencontrant chaque année 5 000 personnes prostituées. La société d'ingénierie sociale Psytel rassemble des expertes en sciences humaines, statistique et économie, et a publié en juin 2009 la première estimation du coût économique et social des violences conjugales en Europe (Projet DAPHNE).

Pour parvenir à cette nouvelle estimation, l'équipe du projet a mobilisé trois catégories de données :

- Des macro-données : utilisation de bases de données nationales (santé, justice, INSEE, etc.)
- Des méso-données : collecte et analyse des études et enquêtes existantes, consensus d'expert.e.s
- Des micro-données : études de trajectoires de vie, interviews de personnes prostituées et d'expert.e.s

Cependant, il faut globalement souligner le manque de données scientifiquement fiables existantes en la matière. C'est pour cela que le Mouvement du Nid et Psytel ont choisi de partager sur un logiciel ouvert en ligne l'ensemble de leurs données, sources et méthodes de calcul, afin de permettre d'affiner à l'avenir tel ou tel paramètre en intégrant des données plus précises encore.

Il faut enfin noter que cette estimation est de fait minimale, car plusieurs postes de coûts n'ont pas pu être pris en compte dans l'étude faute d'un minimum de données. Il s'agit par exemple de l'ensemble des coûts supportés par les entourages des personnes prostituées et des clients de la prostitution, ou encore du coût de la baisse de l'immobilier dans les quartiers de prostitution.

Cette étude a été financée à 90% par la Commission européenne : Programme ISEC - Prévention et lutte contre le crime.

REMERCIEMENTS

Le Mouvement du Nid et Psytel remercient toutes les personnes ayant contribué au projet ProstCost et en particulier :

- Les personnes ayant accepté de répondre à nos questionnaires individuels
- Les expert.e.s et les associations interviewé.e.s
- Les délégations départementales du Mouvement du Nid
- Le comité de rédaction de Prostitution et Société
- Le programme ISEC de la Commission européenne

ÉQUIPE PROJET

Pour le Mouvement du Nid

Grégoire Théry, secrétaire général

Justine Rocherieux, coordinatrice Ile de France

Benoît Kermorgant, chargé de prévention

Claudine Legardiner, journaliste

Anne-Marie Préchais, coordinatrice nationale

Pour Psytel

Marc Nectoux, Statisticien économiste, coordinateur Psytel

Claude Mugnier, Expert développement base de données

Marcel Spector, Expert système de santé

Maité Albagly, Experte violences de genre

ÉDITEUR

Mouvement du Nid – France, mai 2015

8 bis rue Dagobert

BP63 - 92114 Clichy Cedex

www.mouvementdunid.org

CONCEPTION GRAPHIQUE ET DATAVISUALISATION

Marie Aumont et Lydie Billaud (Michel & Michel – micheletmichel.com)



Abolir le système prostitueur

Toutes les données mobilisées et nos fiches de calcul pour chaque poste sont accessibles sur le site : **www.prostcost.org**



Abolir le système prostitueur

Mouvement du Nid
8 bis rue Dagobert
BP63 - 92114 Clichy Cedex
www.mouvementdunid.org



Psytel
33, rue du Commandant
René Mouchotte
F-75014 Paris
www.psytel.eu